

DISPONIBILITÉ, QUALITÉ ET ACCESSIBILITÉ AUX DONNÉES OPÉRATIONNELLES DE BASES POUR SOUTENIR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES ET LA GESTION DES URGENCES AU MAROC

Atelier - 9 juin 2015

Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU), Rabat, Maroc

Compte rendu de l'atelier

I. Contexte/Introduction

La disponibilité et l'accès à des données précises, à jour et dans de bons délais constituent une préoccupation majeure et un passage inévitable pour soutenir la réduction des risques de catastrophes et appuyer la gestion des urgences.

En effet, les données constituent la base du processus décisionnel au cours des différentes phases de la gestion des risques de catastrophes. Leur importance est reconnue depuis longtemps. Malgré cette reconnaissance, les efforts visant à assurer que ces données soient disponibles, de qualité suffisante et facilement accessible à tous les intervenants au moment d'une crise restent limités et fragmentés.

En conséquence, les données utilisées au moment d'une crise sont souvent incomplètes, obsolètes, de faible qualité, incompatibles entre sources, et/ou non officielles. En plus de cela, différentes institutions et organisations collectent de nouvelles données pendant une crise conduisant parfois à une duplication des efforts et des données.

A ceci s'ajoute la non capitalisation des données et des expériences acquises au cours d'une catastrophe. En effet, une fois la crise est terminée, peu des données recueillies sur le terrain se retrouvent intégrée dans le système d'information du gouvernement. De plus, les efforts pour soutenir le gouvernement dans l'amélioration, l'entretien et/ou la mise à jour de ces données restent limités conduisant donc souvent aux mêmes lacunes lors des prochaines crises.

Pour faire face à cet handicap majeur et omniprésent le Comité Permanent Inter Agences (CPIA), qui est le mécanisme principal de coordination de l'aide humanitaire groupant neuf agences des Nations Unies et neuf invités permanents, a proposé en 2010 les concepts d'ensembles de données opérationnelles communes (DOC) et d'ensemble de données opérationnelles fondamentales (DOF).

Un cadre supplémentaire visant à soutenir directement le gouvernement de ces pays pour leur permettre d'être en mesure de fournir les DOC et DOF à tous les acteurs impliqués au moment d'une crise était cependant nécessaire afin d'en assurer leur disponibilité, qualité et accessibilité.

Le projet pour le renforcement de l'infrastructure informationnelle pour la Gestion des Urgences (SIEM), lancé en 2013 dans le contexte de l'initiative "Eye on Earth", propose un

cadre visant à réduire les pertes dues aux catastrophes en renforçant l'infrastructure de l'information dans les pays les plus menacés par les aléas et ceci au travers de l'implémentation des quatre principes suivants:

1. Les pays devraient être en mesure de générer et de maintenir les couches d'information de base nécessaire pour soutenir la réduction des risques et la gestion des catastrophes y compris les phases de réponse, de réhabilitation et de reconstruction;
2. La communauté internationale (au sens large) devrait aider les pays à atteindre le premier principe;
3. Une politique de données ouvertes doit être utilisée autant que possible. Lorsque cela est difficile, des accords permettant l'accès à ces données de base devraient être signés entre le gouvernement et tous les acteurs impliqués dans la réduction des risques et la gestion des catastrophes en général, les phases de réponse, de réhabilitation et de reconstruction en particulier;
4. Les données récoltées durant une crise par la communauté internationale devraient être intégrées dans le système d'information du gouvernement.

Implémenté dans deux pays, le Maroc et les Philippines, ce projet travaille en collaboration avec le gouvernement afin d'identifier et de s'affranchir des obstacles majeurs à l'implémentation de ces principes.

C'est dans ce contexte que le projet SIEM, en partenariat avec l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU) a organisé le présent atelier au siège de l'INAU à Rabat, le 09 juin 2015.

II. Objectifs de l'atelier:

En plus de présenter le projet SIEM et ses concepts les objectifs spécifiques de l'atelier ont été:

- Faire participer tous les acteurs impliqués dans la réduction des risques, la gestion des catastrophes et /ou la production et la maintenance des données dans une discussion constructive, visant à identifier les principaux obstacles qui entravent la disponibilité, l'accès et le partages des données et information de qualité;
- de proposer des actions prioritaires pour surmonter ces obstacles et combler ainsi les lacunes pouvant exister au niveau de la disponibilité, la qualité et l'accès aux Données Opérationnelles Communes (DOCs).

Afin de soutenir cette discussion, un article donnant un aperçu sur la situation actuelle aux Maroc en ce qui concerne la mise en œuvre des principes de SIEM en relation avec les concepts de DOC et FOD a été préparé et partagé avec les participants à l'avance de l'atelier. Ce document est accessible à partir du lien internet suivant: www.gaia-geosystems.org/PROJECTS/SIEM/MAR/Papier_SIEM_MAR_draft.pdf.

III. Agenda de l'atelier:

L'agenda de l'atelier (Annexe 1) a été organisé autour de deux séances principales:

- La séance du matin a tout d'abord permis de clarifier le contexte dans lequel s'inscrit le projet SIIEM, et ceci aussi bien d'un point de vue global que national, avant de présenter le projet lui-même ainsi que l'article utilisé comme base pour les discussions. Ces introductions ont été suivies par la première discussion ouverte visant à répondre aux questions soulevées dans l'article et recueillir l'avis et l'expérience des participants à ce sujet;
- La séance de l'après-midi à quand a elle été dédiée à l'identification des activités clefs et ressources nécessaires pour surmonter les barrières principales concernant la disponibilité, la qualité et l'accès aux données opérationnelles communes au Maroc.

IV. Profile des participants:

Trente sept [37] participants représentant 26 institutions différentes parmi les départements ministériels concernés par la question des risques de catastrophes, les agences internationales et onusiennes et le milieu académique ont participé aux travaux de l'atelier (Annexe 2).

V. Déroulement de l'atelier

V. 1. Séance d'ouverture

Le Professeur Abdelaziz Adidi, Directeur de l'INAU, a ouvert l'atelier par un mot de bienvenue qui a non-seulement décrit le contexte dans lequel l'atelier s'inscrit mais également relaté les principales activités de l'INAU dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes.

A l'issue de son discours d'ouverture, un tour de table a été fait pour donner l'occasion aux participants de se présenter.

V. 2. Première séance

Cette première séance avait comme principal objectif de présenter l'état des lieux en termes de gestion des risques de catastrophes au Maroc. Il avait également comme objectif de présenter un travail mené par l'équipe SIIEM et qu'a porté sur analyse de l'accès, la qualité et la disponibilité de données opérationnelles pour la gestion des urgences et des catastrophes au Maroc.

Dans ce sens, M. Hicham Ezzine, consultant du projet SIIEM, a donné une présentation sur la connaissance des risques au Maroc. M. Ezzine a mis en exergue le besoin en données et information pour la gestion des risques de catastrophes. Il s'est ensuite focalisé sur le cas de la base de données nationale relative aux dommages et aux pertes engendrés par les catastrophes (DesInventar), et sur le projet d'évaluation probabiliste des aléas naturels (MnhPRA). A l'issue de cette présentation M. EZZINE a évoqué d'une manière succincte

l'initiative Eye on Earth et ses différents initiatives spécifiques. La présentation est accessible via ce lien internet: http://www.gaia-geosystems.org/PROJECTS/SIEM/MAR/ATELIER_06_15/Atelier_SIEM_Ezzine_Hicham.pdf.

La parole ensuite a été donnée au Pr. Mohamed Haddy qui a mis le point sur la gestion des urgences au Maroc.

Ces deux présentations ont été suivies par l'intervention du Dr. Steeve Ebener, coordinateur du projet SIEM, qui a tout d'abord donné une introduction sur le projet en précisant son origine, ses objectifs et ses principes de base. Il a ensuite clarifié les concepts de Donnée Opérationnelles Communes (DOC) et Fondamentales (DOFs) avant de décrire les activités conduites aux Philippines et au Maroc jusqu'à présent.

De même, Dr. Ebener a présenté les objectifs et l'approche utilisés pour préparer l'article utilisé comme base pour les discussions de l'atelier. Dans ce sens, il souligné le fait que le contenu de cet article était certainement non-exhaustif et donc à compléter/corriger sur la bases des discussions de l'atelier, raison pour laquelle il était pour le moment partagé sous forme de draft.

Le reste de la présentation s'est alors focalisé sur les résultats principaux obtenus lors de l'analyse des 5 données opérationnelles couvertes par l'article (collectivités territoriales, établissements scolaires, établissements de santé, réseau routier et réseau hydrographique) avant donner une première liste de questions visant à démarrer la première discussion ouverte de la journée. La présentation en question peut être téléchargée depuis le lien internet suivant: http://www.gaia-geosystems.org/PROJECTS/SIEM/MAR/ATELIER_06_15/Atelier_SIEM_Ebener_Steeve.pdf.

Les interventions des participants durant la discussion ouverte ont abordé plusieurs aspects, avant de converger progressivement vers l'objectif principal de cette première séance. Ces aspects ont notamment couvert les point suivants:

- L'importance de régler la question de l'accès aux données surtout si leur création a été payée par l'argent du contribuable;
- Le besoin de clarifier les concepts liés à la réduction des risques et la gestion des urgences au Maroc;
- Le fait qu'une stratégie nationale d'accès aux données n'existe pour le moment pas dans le pays;
- Le besoin de clarifier certains points dans l'article y compris:
 - la question de l'échelle utilisée pour l'analyse de la précision des couches SIG,
 - le fait que d'autres couches de données sont également à considérer dans le cadre de la réduction des risques et de la gestion des urgences.
- La nécessité de disposer et d'utiliser des standards nationaux en termes d'information géographique numérique;

V.3. Deuxième séance

La séance de l'après-midi a eu pour objectif d'identifier des activités clefs et ressources nécessaires pour surmonter les barrières principales concernant la disponibilité, la qualité et l'accès aux données opérationnelles communes au Maroc.

Cette discussion a tout d'abord permis de mettre à jour une série d'éléments à prendre en compte afin d'assurer le succès du projet. Ces éléments concernent l'importance:

- de clairement définir le cadre dans lequel le projet s'inscrit;
- de continuer le travail de sensibilisation;
- d'assurer un processus collaboratif et participatif;
- d'inclure le niveau local (Provinces/Préfectures, Régions) dans le processus;
- d'assurer que le projet génère des produits concrets;
- d'obtenir l'appui du Ministère de l'intérieur qui est le premier gestionnaire du territoire mais aussi le premier intervenant concerné par la gestion des risques et des urgences au Maroc.

En prenant en considération et en discutant les points énumérés ci-dessus, la liste suivante d'activités prioritaires a été arrêtée conjointement par les participants:

1. Identifier la liste des Données Opérationnelles Communes (DOC) dont le pays a besoin pour soutenir la réduction des risques et la gestion des urgences;
2. Identifier les producteurs officiels des DOCs au Maroc;
3. Régler la question des normes et standards pour permettre la compatibilité des données géospatiales;
4. Rétablir le capital confiance et favoriser le volontarisme des institutions en ce qui concerne le partage des données au travers les activités suivantes:
 - a. La création d'un catalogue national de métadonnées (pourrait potentiellement être réalisé sur la base du site des données ouvertes des Administration Marocaine);
 - b. l'établissement d'un réseau de partage de données;
 - c. Explorer la possibilité de simplification des processus d'acquisition des données;
5. Renforcer le contrôle de la qualité, de la pertinence et de l'utilité des données au travers, par exemple, la création d'un protocole de collecte de données;
6. Institutionnaliser ce qui a été mis en place au travers:
 - a. D'une loi qui attribue de façon officielle le mandat sur chaque donnée et qui incite les partenaires à partager leurs données;
 - b. D'un renforcement des capacités techniques des agences nationales.

Afin d'assurer que ces activités débouchent sur un exemple concret il a ensuite été proposé de les implémenter dans le cadre d'un projet pilote qui couvrirait une Province/Préfecture tout en s'assurant que l'approche puisse être non-seulement appliquée au reste du pays mais également assurer le lien entre le niveau local et central. Le choix de cette province/préfecture serait basé sur: i) son exposition aux aléas "naturels" à travers sa probabilité d'occurrence (en s'appuyant sur la plateforme MnhPRA) et ii) sur son niveau actuel de préparation et de sensibilisation à la problématique de la réduction des risques et de la gestion des urgences.

A ce sujet, il est important de souligner ici:

- La présence durant l'atelier d'un représentant de la Province de Sidi Ifni (Chef de Division des Collectivités Territoriales, Ministère de l'intérieur), Province qui pourrait être un des candidats pour ce projet pilote au vue des inondations récentes qui ont eu lieu dans cette zone;
- Le projet initié par la Direction de l'aménagement du territoire (Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire) visant à établir un protocole de collecte de données entre Ministères et la création potentielle d'un observatoire des dynamiques territoriales.

Eu égard au délai très court qui nous sépare du deuxième sommet d'Eye on Earth qui se tiendra à Abu Dhabi du 6 au 8 Octobre prochain, il est clair qu'il ne sera pas possible d'implémenter toutes les activités mentionnées ci-dessus dans le cadre de la première phase du projet SIEM.

Dans ce sens, il a donc été proposé d'implémenter le maximum possible de ces activités d'ici le sommet et de travailler à couvrir le reste durant la deuxième phase d'implémentation du projet SIEM qui commencera après cet événement.

Par manque de représentants de cette communauté, la question de la contribution de la communauté internationale et de son soutien aux efforts visant à améliorer la disponibilité, la qualité et l'accès aux Données Opérationnelles Communes (DOC) au Maroc n'a finalement pas eu lieu dans le cadre de l'atelier.

En attendant d'avoir une autre occasion de discuter de ce sujet il a été précisé qu'environ 17'000 USD provenant du projet SIEM seront à disposition pour implémenter les activités qui ont été définies.

V. Conclusion et prochaines étapes

Cet atelier a tout d'abord donné l'occasion aux institutions présentes de fournir leurs commentaires sur l'article et de partager leur expérience. Il a ensuite permis d'identifier une liste d'activités dont la mise en œuvre pourrait d'améliorer de façon significative la disponibilité, la qualité et l'accès aux Données Opérationnelles Communes (DOCs) et donc de soutenir la réduction des risques de catastrophes et la gestion des urgences au Maroc.

Au cours des prochaines étapes, l'accent sera mis sur les activités suivantes:

- Finaliser l'article préparé pour l'atelier en y intégrant les commentaires et les suggestions fournis par les participants à l'atelier;
- Identifier la Province/Préfecture dans laquelle le projet pilote sera implémenté;
- S'assurer de la participation du Ministère de l'intérieur pour l'implémentation des activités identifiées durant l'atelier;
- Commencer l'implémentation des activités.

Annexe 1 - Agenda de l'atelier

Séance 1

9:00	Enregistrement	
9:30	Mots de bienvenue et tour de table	Pr. Abdelaziz Adidi, INAU
10:00	Objectifs et agenda de l'atelier	Pr. Mohamed Mastere, INAU
10:15	La connaissance des risques de catastrophes au Maroc	M. Hicham Ezzine, SIEM, GIS4DS
10:45	La gestion des risques : un challenge à relever	Pr. Mohamed Haddy, INAU
11:00	Pause café	
11:15	Présentation du projet SIEM et de l'article préparé pour l'atelier	Dr. Steeve Ebener, SIEM
11:30	Discussion ouverte visant à répondre aux questions soulevées dans l'article et recueil de l'expérience des participants à ce sujet	Tous les participants (Modérateur: M. Hicham Ezzine)
13:00	Pause Déjeuner	

Séance 2

14:00	Identification des activités clefs et ressources nécessaires pour surmonter les barrières principales concernant la disponibilité, la qualité et l'accès aux données opérationnelles communes au Maroc	Tous les participants (Modérateur: Dr. Steeve Ebener)
15:00	Contribution de la communauté internationale et son soutien aux efforts visant à améliorer la disponibilité, la qualité et l'accès aux données opérationnelles communes au Maroc	Tous les participants (Modérateur: Dr. Steeve Ebener)
16:00	Conclusions de l'atelier et prochaines étapes	Pr. Mohamed Mastere, INAU

Annexe 2 - Liste des participants

NOM & PRENOM	INSTITUTION D'ATTACHEMENT	N° DE TELEPHONE	ADRESSE E-MAIL
AAFI Abderrahman	Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification (HCEFLCD)/Centre de recherche forestière	06.63.00.76.05	abderrahman.aafi@gmail.com
ADIDI Abdelaziz	Institut National d'Aménagement et D'urbanisme (INAU)	05.37.77.16.24	-
AIT BRAHIM Lahsen	Faculté des Sciences Rabat (FSR)/GEORISK	06.61.29.70.31	aitbrahim@gmail.com
AZENFAR Abdelkrim	Office du Développement de la Coopération (ODCO)	06.61.49.82.00	aazenfar@gmail.com
BENCHEKROUN Faïçal	Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification (HCEFLCD)	06.61.29.15.24	f.benchakroun@gmail.com
BENKIRANE Manal	Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)	-	benkirane@unfpa.org
BERHILI El Hassan	Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification (HCEFLCD)	06.61.66.66.49	hassanberhill60@yahoo.fr
BIJABER Nourddine	Centre Royal de Télédétection Spatiale du Maroc (CRTS)	06.61.69.19.34	bijaber@crt.s.gov.ma
BOUMRA Hassan	Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire (MUAT) /Division de l'Aménagement du Territoire	06.73.14.96.36	hassanboumra@gmail.com
CHAHBOUNI Aziz	Agence du Développement des Provinces du Nord	06.60.19.27.57	a.chahbouni@apdn.ma
CHIKHAOUI Mohamed	Institut agronomique et vétérinaire Hassan 2	06.74.17.32.37	mchirkaoui@gmail.com
EBENER Steeve	Gaia Geosystems	0063 905.343.5407	steeve.ebener@gaia-geosystems.org
EL ABOUDI Ahmed	Faculté des Sciences Rabat (FSR)/UM5	06.61.28.99.33	elaboudi@gmail.com
EL BOUHMI Mohamed	Association Marocain des Jeunes Géomaticiens (AMJG)	06.61.47.27.34	melbouhmi@gmail.com
EL HAMMOUDI Azzdine	Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance (MAGG)	06.68.10.18.27	elhammoudi@mag.gov.ma
EL MADKOUR Abdelilah	Province de Sidi Ifni	06.61.26.24.52	abdelilah.elmadkouri@gmail.com
EZZINE Hihcam	GIS for Decision Support (GIS4DS)	06.60.59.92.09	ezzine@hotmail.com
FAKID Samira	GIS for Decision Support (GIS4DS)	06.50.61.13.35	samirafakid@gmail.com
HADDY Mohamed	Institut National d'Aménagement et D'urbanisme (INAU)	06.61.14.75.76	mohamed.haddy@yahoo.fr
HAFDAOUI Hafid	Institut National d'Aménagement et D'urbanisme (INAU)	06.61.72.40.65	h.hafdaoui@gmail.com
ILMEN Rachid	Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification (HCEFLCD) / Recherche forestière	05.37.53.47.01	ilmenrachid@gmail.com
JELB Adnane	Ministère du Tourisme Marocain	06.61.80.21.93	ajelb@tourisme.gov.ma
KEZZOUTE Saïda	Haut Commissariat au Plan (HCP)/Direction des statistiques	06.60.10.21.97	skezzoute74@gmail.com
LAHMIMI Abdellatif	Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)	06.97.84.29.13	abdellatif.lahmimi@men.gov.ma
MARGAA Khalid	Ministère de l'Environnement	06.61.70.60.54	margaakhalid@gmail.com
MASTERE Mohamed	Institut National d'Aménagement et D'urbanisme (INAU)	06.61.92.09.39	mohamed.mastere@gmail.com
MGHARI Bahija	Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance (MAGG)	06.61.43.54.37	b.mhgari@gmail.com
MOUMEN Aniss	Faculté des sciences Kenitra	06.65.36.63.70	amounen@gmail.com
MOUNIR Fouad	Ecole Nationale Forestiere des Ingénieurs - Salé	06.68.29.88.86	mounirf@hotmail.com
NADIM Amel	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	06.77.57.68.16	amel.nadim@undp.org
OUSSALEH TAOUIK Amina	Ministère de l'Equipement, du Transport, et de la Logistique/ Direction des Transports Routiers et de la sécurité routière (DTRSR)	06.28.95.58.63	amina.taoufik@gmail.com
POLANCO Ana	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	06.17.75.17.92	ana.polanco@undp.org
RGUIG Ahmed	Ministère de la Santé/Direction de l'Epidémiologie et de Lutte Contre les Maladies	06.61.34.91.00	rguigahmed@hotmail.com
SAAIDI Afaf	Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique (MICIEN)	06.61.63.49.93	saaidi@mcinet.gov.ma
SEDOUKI ACHANKI Yassin	Ministère de l'Intérieur/Protection civile	06.68.56.76.22	yassinpc@gmail.com
TLEMÇANI MEKAOUI Nezha	Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire (MUAT) /Division de l'Urbanisme	06.61.04.63.45	tlemani_mekaoui@yahoo.fr
ZARHOUNI Ben Hadou	Institut National d'Aménagement et D'urbanisme (INAU)	-	zarhouni504@yahoo.fr